



Des milliers de manifestants contre le nouveau budget au Portugal

Par [Paul Mitchell](#)

Mondialisation.ca, 24 octobre 2012

WSWS.org

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Des milliers de manifestant ont défilé à Lisbonne devant l'Assemblée nationale et la résidence du premier ministre, pendant que le gouvernement annonçait, lundi, les propositions budgétaires les plus sévères depuis des décennies. Le projet de budget pour la période 2013 va enlever l'équivalent d'un mois de salaire aux travailleurs les plus faiblement rémunérés et jusqu'à trois mois aux professions libérales.

Les nouvelles mesures annoncées par le ministre des Finances du Portugal, Vitor Gaspar, comprennent :

- Une majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 4 pour cent.
- Une réduction des tranches d'imposition de l'impôt sur le revenu du Portugal qui passent de huit à cinq, ce qui signifie que ceux qui gagnent jusqu'à 7 000 € par an seront taxés à 14,5 pour cent et ceux entre 7 000 € et 20 000 € à 28,5 pour cent.
- Des allocation de chômage réduites de 6 pour cent et des prestations de maladie de 5 pour cent.
- Les pensions supérieures à 1 350 € par mois seront réduites de 3,5 pour cent et celles de plus de 1 800 € de 16 pour cent.
- L'âge de la retraite pour les employés du secteur public est repoussé à 65 ans, contre une moyenne de 63 ans précédemment, pour l'aligner sur celui du secteur privé.
- Les dépenses publiques seront réduites de 2,7 milliards € l'année prochaine, et le budget de la santé sera réduit de près de 20 pour cent par rapport à 2012.
- Le secteur public va licencier 3 pour cent de ses travailleurs et dans le cas des chemins de fer publics nationaux, du métro et des compagnies de transport de bus, le chiffre "devrait être de 20 pour cent" suivant la "capacité des entités financières à pourvoir à leur compensation. "
- La subvention aux entreprises de médias publics dont RTP et Lusa sera réduite de près de moitié à 65 millions €.
- Les contrats de travail temporaire dans le secteur public seront réduits de moitié d'ici à décembre 2013.

- La rémunération des heures supplémentaires et du travail les jours fériés passera de 150 pour cent du taux normal à 125 pour cent.
- Le nombre d'heures supplémentaires travaillées dans la fonction publique sera divisé par deux.
- Les entreprises publiques devront économiser au moins 50 pour cent de leurs dépenses pour frais de voyage, de subsistance et d'hébergement.
- L'interdiction des bonus aux gestionnaires du secteur public va se poursuivre.
- L'augmentation des taxes sur les carburants diesel et essence.
- La taxe sur les véhicules routiers va augmenter jusqu'à 10 pour cent.
- Les allocations de décès sont plafonnées à un maximum de 1 258 €.
- La renégociation des partenariats public-privé afin de réduire les coûts d'au moins 250 millions € (environ 30 pour cent).
- L'augmentation des taxes foncières.

Gaspar a déclaré que le nouveau budget était le "seul possible" et que "la marge de manœuvre pour des décisions unilatérales est inexistante ; un rejet du budget 2013 signifierait un rejet du plan de sauvetage."

Le Portugal a reçu environ 80 pour cent des 78 milliards € (102 milliards \$) du plan de sauvetage approuvé avec la troïka (Union européenne, Fonds monétaire International, Banque centrale européenne), le reste devant être payé avant juillet 2014. En contrepartie, le pays a reçu l'ordre de réduire son déficit budgétaire à 4,5 pour cent du PIB en 2013, puis à l'objectif européen de 3 pour cent, en imposant des mesures d'austérité brutales. Le mois dernier, la troïka a accepté de ramener l'objectif de réduction pour 2012 de 4,5 pour cent à 5 pour cent après que les chiffres ont montré que le déficit pour la première moitié de 2012 s'établissait à 6,8 pour cent.

Ces nouvelles propositions vont entraîner le Portugal plus profondément dans l'austérité et aggraveront la récession. Elle augmentera le risque d'un autre programme de renflouement, d'un défaut de paiement de la dette ou d'un départ de la zone euro. L'économie du pays est en récession depuis sept trimestres consécutifs et l'économie devrait se contracter de 3 pour cent cette année et de 1 pour cent l'an prochain. Le chômage officiel a grimpé à près de 16 pour cent et il est beaucoup plus élevé encore chez les jeunes.

La hausse du chômage et le ralentissement de la consommation intérieure ont fait que les recettes fiscales ont baissé beaucoup plus que prévu. L'épargne bancaire portugaise a chuté de près de 10 pour cent cette année et le coût auquel le pays emprunte est resté à des taux astronomiquement élevés.

Selon la porte-parole de Capital Economics, Jennifer McKeown, "Nous pensons toujours que le Portugal est susceptible d'avoir besoin d'un autre plan de sauvetage si l'on veut éviter un défaut dans le désordre et la sortie de la zone euro ; et si la troïka insiste pour encore plus d'austérité, en premier lieu, cela sera extrêmement difficile à mettre en œuvre. Si la Grèce quitte la zone euro, le Portugal demeure le candidat suivant le plus probable."

Les nouvelles propositions budgétaires sont en train de rompre l'accord sur les mesures d'austérité entre la coalition au pouvoir du Parti social-démocrate - Parti populaire (PSD - CDS) et le Parti socialiste (PS), dans l'opposition, qui a accepté les termes du plan de sauvetage avant de perdre le pouvoir, l'an dernier.

Le dirigeant CDS de droite, Paulo Portas, a exigé des modifications du budget, moins de hausses d'impôt et plus de coupes dans les dépenses, avant que le budget ne soit approuvé, soit avant le 31 octobre. Les articles parus dans la presse suggèrent que les dirigeants du PSD et du CDS se sont réunis lundi soir pour discuter de l'avenir de la coalition, qui ne dispose de la majorité absolue que du fait de la participation du CDS.

Le président portugais issu du PSD, Aníbal Cavaco Silva, a critiqué le projet de budget en disant, "Dans les circonstances actuelles, il n'est pas correct d'exiger d'un pays soumis à un processus d'ajustement budgétaire qu'il respecte les objectifs à tout prix. "

Le dirigeant du PS, António José Seguro, a qualifié le projet de budget de " bombe atomique fiscale" et a déclaré que son parti pourrait voter contre. L'ancien président PS Jorge Sampaio a déclaré "à ce stade, tout le monde a réalisé que l'austérité détruisait le pays, les Portugais et leurs espoirs, leurs droits et pourrait même détruire la démocratie elle-même."

La menace pour la démocratie, qu'ils évoquent, bien qu'indirectement, est la perspective d'une révolution sociale. L'opposition monte face aux mesures d'austérité brutales exigées par les banquiers, les grandes entreprises et l'Union européenne. Avant même les propositions actuelles, le niveau de vie du travailleur moyen a été réduit d'environ 24 pour cent.

Les plus grandes manifestations depuis la révolution portugaise de 1974, le 15 septembre, ont contraint Gaspar à retirer son budget précédent, qui comprenait des propositions visant à augmenter les cotisations des travailleurs à la sécurité sociale de 11 pour cent à 18 pour cent de leur rémunération. Des manifestations ont eu lieu dans 40 villes, organisées par l'intermédiaire des réseaux sociaux, sous le slogan "Non à l'enfer de la troïka, nous voulons retrouver nos vies. " Il a y a eu des grèves continues dans le système de transport, dans les ports, dans les raffineries de pétrole et les hôpitaux et chez les agriculteurs et les petits entrepreneurs.

Les manifestations ont été organisées en dehors des syndicats. L'Union générale des travailleurs (UGT), alignée sur le PS a accepté les mesures d'austérité et signé avec le gouvernement des réformes du travail qui permettent la réduction des congés fériés, des indemnités de licenciement, des taux des heures supplémentaires et des indemnités de chômage, qui ont augmenté la flexibilité du travail et ont rendu plus facile pour les employeurs de licencier des travailleurs et de saper les négociations collectives. Le Secrétaire général de l'UGT, João Proença, a clairement fait comprendre qu'il était en désaccord avec le slogan "Dehors la troïka" parce qu' "une aide extérieure" est toujours nécessaire.

La Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP) dirigée par le parti communiste se présente comme l'adversaire du budget, proclamant que c'est "une attaque contre la dignité du peuple." Cependant, elle détourne les travailleurs vers des protestations inutiles et sans portée comme la "Marche contre le chômage, pour un Portugal avec un avenir" qui a pris fin le 13 octobre à Lisbonne. Les dirigeants du syndicat CGTP ont tenu des discours démagogiques lors du rassemblement, avec le Secrétaire général CGTP, Arménio Carlos, qui

a prétendu que la marche était “un cri exigeant que le gouvernement prenne des mesures concrètes pour lutter contre le chômage et assurer un soutien social à tous les chômeurs. ”

Le budget a, bien sûr, adopté les “mesures concrètes”» exactement opposées. La CGTP a appelé à une grève générale pour le 14 novembre, deux semaines après le vote du budget.

Article original, [WSWS](#), publié le 18 octobre 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Paul Mitchell](#), [wsws.org](#), 2012

Articles Par : [Paul Mitchell](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca